

## MARCHE PUBLIC DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

#### ***L'Acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage***

ÉTAT - Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement de  
l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France – Direction des routes d'Île-de-  
France – Service de la Modernisation du Réseau

#### ***Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)***

Madame la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France par délégation de  
Monsieur le Préfet de Région d'Île-de-France, Préfet de Paris (arrêté n°IDF-  
2023-04-19-00003 du 19/04/2023)

#### ***Objet du marché***

Mission de maîtrise d'œuvre relative au remplacement d'écrans acoustiques sur le via-  
duc Créteil vers Paris de l'échangeur A4/A86 de Saint Maurice

Le présent CCAP comporte 48 pages et 1 annexe.

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

<i>ARTICLE PREMIER. OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES</i> .....	6
1-1. Contexte et historique de l'opération .....	6
1-2. Objet du marché.....	6
1-3. Titulaire du marché .....	7
1-4. Sous-traitance.....	7
1-5. Contenu de la mission.....	8
<b>1-5.1.</b> Eléments de mission : .....	8
<b>1-5.2.</b> Missions complémentaires <b>MC</b> : .....	8
1-6. Décomposition en tranches et en lots .....	9
1-7. Intervenants.....	10
<b>1-7.1.</b> Mandataire du maître de l'ouvrage .....	10
<b>1-7.2.</b> Maitrise d'ouvrage .....	10
<b>1-7.3.</b> Contrôle technique .....	11
<b>1-7.4.</b> Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (SPS) .....	11
<b>1-7.5.</b> Ordonnancement, pilotage et coordination .....	11
<b>1-7.6.</b> Autres intervenants .....	11
1-8. Caractéristiques des marchés de travaux .....	12
1-9. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel .....	12
<b>1-9.1.</b> Obligation de confidentialité .....	12
<b>1-9.2.</b> Sites sensibles.....	12
<b>1-9.3.</b> RGPD (Règlement général sur la protection des données) .....	12
1-10. Dispositions générales .....	13
<b>1-10.1.</b> Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail .....	13
<b>1-10.2.</b> Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés .....	14
<b>1-10.3.</b> Responsabilités et Assurances .....	15

1-10.4. Réalisation de prestations similaires .....	17
1-10.5. Clauses sociales et environnementales.....	17
1-10.6. Représentation du maitre d'ouvrage .....	18
1-10.7. Forme de notifications .....	19
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	20
2-1. Pièces particulières .....	20
2-2. Pièces générales.....	21
ARTICLE 3. PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	22
ARTICLE 4. REMUNERATION - REGLEMENT DES COMPTES - VARIATION DANS LES PRIX.....	22
4-1. Rémunération .....	22
4-1.1. Généralités .....	22
4-1.2. Montant .....	22
4-1.3. Modification.....	22
4-2. Règlement des comptes .....	22
4-2.1. - Modalités de transmission des pièces de paiement .....	22
4-2.2. - Modalités de paiement.....	23
4-2.3. Rythme de règlements.....	24
4-3. Variation dans les prix .....	26
4-3.1. Modalités de variation .....	26
4-3.2. Mois d'établissement des prix du marché.....	26
4-3.3. Choix de l'index de référence .....	26
4-3.4. Modalités de révision des prix .....	27
4-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée .....	27
ARTICLE 5. EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE JUSQU'A LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX .....	28
5-1. Estimation du coût prévisionnel des travaux.....	28
5-2. Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux .....	28
5-3. Seuil de tolérance .....	29
5-4. Coût de référence des travaux .....	29
5-5. Moyens donnés au coordonnateur SPS - Obligations du titulaire .....	30
5-6. Variantes pour les marchés de travaux .....	30
5-7. Clause incitative à de meilleurs résultats quantitatifs ou qualitatifs .....	31

<b>ARTICLE 6. EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE APRES LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX</b> .....	31
6-1. Coût initial des marchés de travaux, conditions économiques d'établissement .....	31
6-2. Tolérance sur le coût initial des marchés de travaux .....	32
6-3. Seuil de tolérance sur le coût initial des marchés de travaux .....	32
6-4. Comparaison entre réalité et tolérance .....	32
6-5. Travaux modificatifs ou supplémentaires .....	32
<b>6-5.1.</b> Définition .....	32
<b>6-5.2.</b> Modalités d'acceptation .....	33
6-6. Réduction pour dépassement du seuil de tolérance .....	33
6-7. Suivi de l'exécution des travaux .....	33
6-8. Ordres de service .....	34
6-9. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail .....	34
<b>6-9.1.</b> Autorité du coordonnateur SPS .....	34
<b>6-9.2.</b> Moyens donnés au coordonnateur SPS .....	34
<b>ARTICLE 7. DELAIS ET PENALITES</b> .....	36
7-1. Définitions et points de départ .....	36
<b>7-1.1.</b> Eléments de mission "études" .....	36
<b>7-1.2.</b> Elément de mission ACT .....	36
<b>7-1.3.</b> Elément de mission VISA .....	36
<b>7-1.4.</b> Elément de mission DET .....	37
<b>7-1.5.</b> Elément de mission OPC .....	37
<b>7-1.6.</b> Elément de mission AOR .....	37
<b>7-1.7.</b> Mission(s) complémentaire(s) .....	38
7-2. Délais et pénalités .....	39
<b>7-2.1.</b> Délais et pénalités appliqués aux éléments de mission .....	39
<b>7-2.2.</b> Pénalités liées au non-respect des clauses sociales .....	40
<b>7-2.3.</b> Pénalités pour non-respect des clauses de confidentialité .....	40
<b>7-2.4.</b> Pénalité pour non-respect de la réglementation RGPD .....	40
<b>7-2.5.</b> Pénalité pour non-respect des directives cybersécurité .....	40
<b>7-2.6.</b> Pénalité pour non-respect des clauses environnementales .....	41

7-2.7. Pénalité concernant le remplacement du référent initial du marché .....	41
7-2.8. Pénalité pour retard dans le traitement d'un projet de décompte : 41	
7-2.9. Pénalité pour défaut de contrôle d'un projet de décompte ou transmission d'un projet de décompte incomplet. ....	41
7-2.10. Autres pénalités .....	42
ARTICLE 8. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE .....	42
8-1. Retenue de garantie .....	42
8-2. Avances .....	42
ARTICLE 9. ADMISSION - ACHEVEMENT DE LA MISSION - RESILIATION .....	43
9-1. Admission des documents présentés par le titulaire .....	43
9-1.1. Remise des documents.....	43
9-1.2. Délais d'admission des documents d'études .....	43
9-1.3. Délais de vérification des autres documents présentés par le titulaire .....	45
9-2. Achèvement de la mission .....	45
9-3. Arrêt de l'exécution des prestations .....	46
9-4. Résiliation.....	46
9-4.1. Résiliation pour motif d'intérêt général .....	46
9-4.2. Résiliation du marché aux torts du titulaire ou cas particulier.....	46
9-4.3. Résiliation du marché par arrêt des prestations ou autres cas de résiliation .....	47
ARTICLE 10. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....	47
ARTICLE 11. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX .....	47
ANNEXE .....	48
Annexe 1 : La notice « Renseignement d'un projet de décompte 'GEMME' ». ....	48

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP. Sauf mention explicite, le CCAG auquel il est fait référence est celui relatif à la maîtrise d'œuvre (MOE) de 2021*

### **ARTICLE PREMIER. OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES**

#### **1-1. Contexte et historique de l'opération**

Le projet s'inscrit dans le cadre de l'opération de renforcement des protections acoustiques sur les communes de Saint-Maurice et Maisons-Alfort le long des autoroutes A4 et A86, et plus particulièrement dans sa deuxième tranche de travaux financée dans le cadre du PDMI 2009-2014, puis du volet routier 2015-2022 du CPER.

Le projet consiste à traiter acoustiquement la zone du viaduc Créteil – Paris servant d'échangeur entre l'A86 et l'A4. En effet, en raison de l'augmentation du trafic et du durcissement de la réglementation relative au bruit des infrastructures routières, les protections acoustiques réalisées à l'occasion de la mise en service de ces tronçons ne satisfont plus aux exigences actuelles et nécessitent une remise à niveau (les niveaux de bruit dépassent 70 dB(A) sur certains logements).

Les travaux prévus dans le cadre du marché de MOE concernent le seul viaduc Ouest Créteil – Paris et sont les suivants :

- remplacer les écrans acoustiques transparents actuels par des écrans acoustiques neufs plus hauts (hauteur de 3 m), opaques et absorbants sur un linéaire de 351 ml au nord et 325 ml au sud,

Conformément au document intitulé « Programme de la mission ».

L'ouvrage à réaliser, conformément au programme, appartient à la catégorie des ouvrages d'infrastructure.

#### **1-2. Objet du marché**

Conformément aux dispositions des articles L.2172-1, L.2432-1 et L.2432-2, et R.2172-1 à R.2172-6, et R.2432-1 à R.2432-6 du CCP, le présent marché est un marché de maîtrise d'œuvre en vue de concevoir et remplacer des écrans acoustiques sur le viaduc Créteil - Paris de l'échangeur de Saint-Maurice A4/A86.

Les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : Saint-Maurice et Maisons-Alfort.

L'ouvrage à réaliser, conformément au programme, appartient à la catégorie des ouvrages d'infrastructure.

Les prestations font l'objet d'un marché à tranches optionnelles conformément aux dispositions des articles R.2113-4 à R.2113-6 du CCP.

### **1-3. Titulaire du marché**

Les caractéristiques du titulaire du marché, désigné dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) sous le nom de "maître d'œuvre", sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement.

**Aussi, comme prévu en annexe n°3 de l'acte d'engagement relative à l'organisation de l'équipe projet, le titulaire s'engage à nommer des directeurs et/ou chefs de projets et des experts associés afin de mener les missions qui lui incombent au titre du présent marché. Les modalités de remplacement des membres de l'équipe sont précisées ci-dessous.**

Si les personnes initialement désignées ne sont plus en mesure d'accomplir leurs missions, le titulaire doit :

- en aviser, sans délai, le pouvoir adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations.
- proposer un remplaçant disposant de compétences et d'expériences au moins équivalentes.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG susvisé, tout remplacement unilatéral intervenu, sans en avoir avisé, au préalable et au moins 7 jours calendaires avant le remplacement effectif, le pouvoir adjudicateur, est susceptible d'entraîner l'application des pénalités prévues à l'article 7.2.7 du présent document.

À défaut de proposition de remplaçant par le titulaire dans le délai de quinze jours à compter de la date d'envoi de l'avis de retrait du référent initial par le titulaire, ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, les pénalités prévues à l'article 7.2.7 du présent CCAP pourront être appliquées.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG, le maître d'ouvrage se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à le justifier, de demander le remplacement de l'un ou de plusieurs des membres de l'équipe projet désignés à la signature du marché.

Le titulaire s'engage à proposer un autre prestataire dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la notification du maître d'ouvrage.

Le défaut de remplacement dans les délais susvisés peut également entraîner la résiliation du marché dans les conditions prévues à l'article 9.4.2 de la présente.

### **1-4. Sous-traitance**

Le titulaire ne peut sous-traiter que certaines prestations de son marché en particulier compte tenu des dispositions de la loi n°77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture.

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans la déclaration de sous-traitance.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-10.3. ci-après.

## **1-5. Contenu de la mission**

La mission confiée au titulaire est constituée des éléments de mission définis les articles R.2431-24 à R.2431-31 du CCP et complétés dans le CCTP. Ces éléments de mission, listés ci-après, sont considérés comme des **parties techniques**.

Les obligations à la charge du MOE issues des articles du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux en vigueur (CCAG Travaux), s'appliquent au présent contrat.

### **1-5.1. Eléments de mission :**

- AVP :** les études d'avant-projet ;
- PRO :** les études de projet ;
- ACT :** l'assistance au maître d'ouvrage pour la passation des marchés de travaux ;
- VISA :** l'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs ;
- DET :** la direction de l'exécution des marchés de travaux ;
- OPC :** l'ordonnancement, le pilotage et la coordination des travaux ;
- AOR :** l'assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (GPA) prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux ;

La mission intègre les obligations relatives à la gestion des Déchets de Chantier au sens des articles L541-1 à L541-50 et L542-1 à L542-14 du code de l'environnement et de ses textes d'application.

### **1-5.2. Missions complémentaires **MC** :**

- MC1 :** Appropriation et évaluation des études antérieures.
- MC2 :** Pilotage des investigations complémentaires
- MC3 :** Pilotage du déplacement des réseaux concessionnaires
- MC4 :** Etude et pilotage des travaux de dispositifs de retenue
- MC5 :** Dossier d'exploitation sous chantier (DESC)
- MC6 :** Assistance pour la communication avec les riverains et assistance juridique à la maîtrise d'ouvrage
- MC7 :** Etudes de trafic relatif au phasage des travaux



- MC1 :** Appropriation et évaluation des études antérieures.
- MC8 :** Mission VISA avec contrôle de niveau renforcé pour les ouvrages d'art non courants et les études géotechniques
- MC9 :** Mission de surveillance des travaux de nuit
- MC10 :** Pilotage du contrôle extérieur
- MC11 :** Assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'établissement du bilan financier de l'opération sur le logiciel INFRACOUT
- MC12 :** Intégration à la médiathèque des DOE
- MC13 :** Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la constitution du dossier de remise de l'ouvrage à l'exploitant

## **1-6. Décomposition en tranches et en lots**

Le présent marché comporte une tranche ferme et 1 tranche optionnelle désignées ci-après :

<b>Désignation des tranches</b>	
<b>Tranche ferme</b>	AVP : études d'avant-projet PRO : études de projet, ACT : Assistance au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux OPC : Ordonnancement, pilotage et la coordination des travaux MC1 : Appropriation et évaluation des études antérieures MC2 : Pilotage des investigations complémentaires MC3 : Pilotage du déplacement des réseaux concessionnaires MC4 : Etude et pilotage des travaux de dispositifs de retenue MC5 : Dossier d'exploitation sous-chantier (DESC) MC6 : Assistance à la maîtrise d'ouvrage pour la communication avec les riverains MC7 : Études de trafic complémentaires
<b>Tranche optionnelle 1</b>	DET : Direction de l'exécution des contrats de travaux AOR : Assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception VISA : Examen de la conformité au projet des études d'exécution et visa par le Moe OPC : Ordonnancement, pilotage et coordination des travaux MC3 : Pilotage du déplacement des réseaux concessionnaires MC4 : Etude et pilotage des travaux de dispositifs de retenue

Désignation des tranches	
	MC5 : Dossier d'exploitation sous-chantier (DESC) MC6 : Assistance à la maîtrise d'ouvrage pour la communication avec les riverains MC7 : Études de trafic complémentaires MC8 : Mission VISA avec contrôle de niveau renforcé pour les ouvrages d'art non courants MC9 : Mission de surveillance des travaux de nuit et sensibles MC10 : Pilotage du contrôle extérieur MC11 : Assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'établissement du bilan financier de l'opération sur le logiciel INFRACOUT MC12 : Intégration à la médiathèque des DOE MC13 : Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la constitution du dossier de remise de l'ouvrage à l'exploitant

Les prestations ne sont pas réparties en lots.

Les éléments de mission définis à l'article 1-5 du présent CCAP sont répartis par tranches comme suit :

Tranches																				
Ferme	AVP	PRO	ACT				OPC	MC1	MC2	MC3	MC4	MC5	MC6	MC7						
Opt. 1				DET	VISA	AOR	OPC			MC3	MC4	MC5	MC6	MC7	MC8	MC9	MC10	MC11	MC12	MC13

Les délais limites de notification, par décision du RMO, d'affermissement de la tranche optionnelle sont précisés ci-après, à compter de la date de début d'exécution de la tranche ferme :

Tranche	Délai
Optionnelle 1	18 mois

## **1-7. Intervenants**

### **1-7.1. Mandataire du maître de l'ouvrage**

Sans objet.

### **1-7.2. Maitrise d'ouvrage**

La maitrise d'ouvrage sera assurée par le service DiRIF/DMRE et aura la charge des différentes tâches suivantes :

- piloter les revues de projet
- définir le planning général de l'opération sur la base des éléments recueillis
- assurer le suivi financier global

- assurer les interfaces avec les financeurs et la DIT
- assurer le pilotage et la gestion des marchés d'études
- assurer les relations et échanges avec la centrale, les élus, les associations et la communication avec les riverains.

### **1-7.3. Contrôle technique**

Sans objet.

### **1-7.4. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (SPS)**

L'opération, objet du présent marché, relève de la catégorie 2 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Le titulaire met en œuvre les principes généraux de prévention définis aux 1°, 2°, 3°, 5°, 6° et 8° de l'article L.4121-2 du Code du Travail.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de "coordonnateur SPS".

La mission de coordination en matière de SPS sera attribuée ultérieurement, le nom du coordonnateur SPS ainsi que celui de la personne physique seront alors communiqués au titulaire.

### **1-7.5. Ordonnancement, pilotage et coordination**

La réalisation des prestations décrites dans l'élément de mission OPC est confiée au titulaire.

### **1-7.6. Autres intervenants**

- Les communes précitées et éventuellement les intercommunalités concernées
- Exploitant : Arrondissement de gestion de l'exploitation de la route Est
- Contrôle extérieur : Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de soumettre l'un des documents produits par le titulaire dans le cadre de sa mission à un contrôle extérieur. Ce dernier pourra être effectué par certains départements d'ingénierie de la DiRIF, le CEREMA ou par tout autre organisme compétent en la matière.

Pour les documents relatifs au contrôle extérieur, le titulaire devra établir un tableau recensant l'ensemble des remarques reçues et devra préciser, en présence du maître d'ouvrage, la suite donnée à chaque remarque. Il devra ensuite produire une nouvelle version du document tenant compte des remarques auxquelles il est décidé de donner suite.

Les documents faisant l'objet d'un avis de la DGITM (département TEDET et sous-direction SAM notamment) pourront donner lieu à une version supplémentaire si l'un

de ces services le demande du fait de modifications nécessaires importantes décidées pendant l'instruction de ces documents. Les coûts occasionnés par l'analyse de ces remarques et par la production de ces différentes versions des documents sont réputés compris dans les prix forfaitaires proposés par le titulaire dans son offre.

Le maître d'ouvrage attire l'attention du titulaire sur le fait qu'il exigera la plus grande rigueur dans l'examen des remarques collectées et dans leur prise en compte dans une nouvelle version du dossier.

## **1-8. Caractéristiques des marchés de travaux**

Le maître d'ouvrage n'a pas encore défini les caractéristiques des marchés travaux et de leurs consultations.

## **1-9. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel**

### **1-9.1. Obligation de confidentialité**

En application de l'article 5-1 du CCAG de maîtrise d'oeuvre du 30 mars 2021, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 7-2.3 du présent CCAP.

### **1-9.2. Sites sensibles**

Sans objet

### **1-9.3. RGPD (Règlement général sur la protection des données)**

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale, le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 7-2.4 du présent CCAP.

## **1-10. Dispositions générales**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

### **1-10.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RMO, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RMO, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 32.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

## 1-10.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

### 1-10.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché  
N°..... du ..... ayant pour objet .....

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 4-2.4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

### 1-10.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

#### b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R.1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R.1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins,
  - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
  - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 30.1 du CCAG.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Leurs polices doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

### **1-10.3. Responsabilités et Assurances**

#### **1-10.3.1 Responsabilités**

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

#### **1-9.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun**

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le

maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Leurs polices doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants dès lors qu'ils sont adaptés au risque de l'opération objet du marché :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

#### 1-10.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale :

Le titulaire déclare être titulaire d'une police d'assurance de responsabilité décennale en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le garantissant pour les travaux confiés. Cette police comporte les garanties suivantes pour les montants suivants adaptés aux limites du marché de l'assurance :

En matière de garanties dommage corporels sur le marché, 3,5 M€.

En matière de garanties dommage matériels et immatériels sur le marché 900 000 €.

En matière d'assurance responsabilité civile décennale (RCD) sur un marché de travaux, les plafonds minimums de garantie par sinistre 6 M€.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de souscrire un contrat collectif de responsabilité décennale.

#### 1-10.3.4 Dispositions communes

Par dérogation à l'article 9.1 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, l'attributaire aura fourni une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Pendant toute la durée de l'exécution du marché, le titulaire adresse ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure.

Sur simple demande du maître d'ouvrage, le titulaire devra justifier, y compris pour ses éventuels sous-traitants, qu'il a acquitté ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent projet sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Il notifiera au maître d'ouvrage toutes modifications affectant son contrat d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ... )

Le titulaire qui conçoit un ouvrage nécessitant des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire



En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à la charge du titulaire.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre doit demander aux entreprises titulaires des marchés de travaux de fournir les attestations tous les six mois.

#### **1-10.4. Réalisation de prestations similaires**

Sans objet.

#### **1-10.5. Clauses sociales et environnementales**

##### **1-10.5.1. Clauses sociales**

Le titulaire devra, à minima, appliquer annuellement l'une des dispositions suivantes :

1. Effectuer une immersion en entreprise à travers des stages en vue de valider une orientation professionnelle ou de découvrir un métier,
2. Favoriser la formation en alternance de publics cibles,
3. Présenter les métiers et activités de l'entreprise sur site, au sein de l'entreprise ou au sein d'une structure emploi ou d'insertion,
4. Réaliser un parrainage avec accompagnement et conseils une fois par mois minimum (RDV, téléphone, mail...) d'un filleul ou d'une filleule à la recherche d'un emploi pendant 3 à 6 mois.

Les justificatifs des actions devront être communiqués annuellement au maître d'ouvrage durant la durée d'exécution du marché.

##### **Pénalités**

En cas d'absence de communication des justificatifs exigés ci-dessus, une pénalité fixée à l'article 7.2.2 pourra être appliquée.

##### **1-10.5.2. Clauses environnementales**

##### **Spécifications générales**

Dans le cadre du Plan national pour des achats durables (PNAD) à l'horizon 2025 et la loi Climat et Résilience, l'acheteur veille à la réduction des impacts environnementaux de ses achats publics. A ce titre, l'acheteur fixe les spécifications suivantes :

1. Le titulaire s'engage à former ses collaborateurs aux enjeux environnementaux liés à l'objet du marché.
2. Les documents dématérialisés partagés par le titulaire seront compressés autant que possible tout en conservant leur lisibilité.

3. L'utilisation d'un espace de travail collaboratif pour le partage d'information et de documentation sera mise en place par le titulaire, limitant ainsi l'échange de mails et le volume des données échangées. Ce point fait l'objet d'une mission complémentaire décrite à l'article 10.10 du CCTP.
4. Pour le suivi des prestations, le titulaire utilise, sauf nécessité dûment justifiée, les échanges par voie dématérialisée (courriel, vidéoconférence, audioconférence, etc.)
5. Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et essence) conformes aux normes en vigueur.

#### Déchets de chantier

En application de l'article 18.2 du CCAG de maîtrise d'œuvre et des articles L.541-1 à L.541-50 et L.542-1 à L.542-14 du code de l'environnement et de leurs textes d'application, le titulaire devra obligatoirement fournir les éléments suivants dans le cadre de ses prestations :

- les modalités d'exécution des travaux seront étudiées et prescrites afin de réduire la production des déchets sur le chantier et de les orienter vers des filières de valorisation.
- Le maître d'œuvre devra proposer plusieurs solutions pour la gestion et le suivi des déchets créés lors de l'exécution des travaux.

Il sera également demandé au titulaire de prévoir la mise en œuvre de matériaux bas carbone dans l'établissement du DCE pour le marché de travaux. Plus globalement, le titulaire devra intégrer les objectifs environnementaux qui lui seront imposés par le maître d'ouvrage en phase DCE du marché de travaux.

#### Pénalités

En cas de non-respect des obligations environnementales exigées dans le CCAP, une pénalité fixée à l'article 7.2.6 pourra être appliquée.

#### 1-10.5.3. Clauses de suivi de l'accidentologie

En phase chantier, le maître d'œuvre sera chargé de suivre l'accidentologie du chantier : il fera un retour mensuel au maître d'ouvrage sur l'ensemble des accidents qui se seraient produits sur le chantier au cours du mois précédent, même les plus légers. Ce retour sera assorti d'une caractérisation de la gravité de l'accident et d'une recherche des causes et des mesures à mettre en œuvre pour éviter qu'il ne se reproduise.

#### 1-10.6. Représentation du maître d'ouvrage

Pour l'exécution du marché, le maître d'ouvrage est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par :

Le chef de service ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- Réception des communications du titulaire avec le pouvoir adjudicateur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
- Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 15 du CCAG) ;
- Signature et notification, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché, des décisions d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 21 du CCAG) ;
- Signature et notification des ordres de service (article 3.8 du CCAG) ;
- Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG) ;
- Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;
- Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- Vérifications qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (article 20 du CCAG).

#### **1-10.7. Forme de notifications**

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 11 du CCAP, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre procèderont à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE ou via une messagerie électronique classique, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai(s), celui-ci (ceux-ci) commence(nt) à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre, ceux-ci veilleront à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par le maître d'ouvrage et / ou le maître d'œuvre.

## **ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

### **2-1. Pièces particulières**

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles ;
- Le programme et ses annexes :
  - Rapport du 24 juillet 2018 établi par GCI Génie Civil Ingénierie.
  - Document intitulé DRIEA-IF-DiRIF, autoroute A4/A86 rapport sondages écrans SMMAC du 22 août 2018 ;
  - Diagnostic béton des corniches soutenant les protections phoniques N° affaire 2.5.17955 du 1 août 2006 ;
  - Rapport caractérisation d'aciers à béton armé Echangeur A4/A86 Val de Marne du 16 août 2017 ;
  - Rapport d'essai N° IF 0218101376 en date du 02 octobre 2018 recherche et identification d'amiante sur un prélèvement de matériaux ;

- Etude architecturale sur les coloris de Mai 2018 ;
- Une note d'avis de l'architecte conseil de l'État concernant l'insertion paysagère des écrans ;
- Inspection détaillée périodique du viaduc Créteil – Paris en date de novembre 2024 ;
- Inspection détaillée périodique des écrans acoustiques en date d'octobre 2024 ;
- Dossier d'étude PRO réalisé en février 2017 sur le projet de remplacement et la création d'écrans acoustiques sur les deux viaducs Créteil – Paris et Paris ;
- Dossier d'étude AVP partiel réalisé en février 2022 sur le projet de remplacement et la création d'écrans acoustiques sur les deux viaducs Créteil – Paris et Paris – Créteil comprenant :
  - Le rapport de présentation des études ;
  - L'étude acoustique de l'ancien projet ;
  - L'étude architecturale ;
  - Le mémoire d'ouvrage d'art ;
  - Les données concernant les réseaux et équipement ;
  - Le dossier de phasage et d'exploitation ;
  - Le dossier d'entretien et d'exploitation de la solution à prioriser dans ce présent programme ;
  - Les comptages réalisés en octobre 2023.
- L'offre technique du maître d'œuvre, composée de pièces écrites et éventuellement graphiques ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- Le cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire
- Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance Qualité (SOPAQ) remis par le candidat ;
- La Directive Cybersécurité de la DiRIF.

Seul l'exemplaire original de chaque document, conservé dans les archives du maître d'ouvrage, fait foi.

## **2-2. Pièces générales**

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Maîtrise d'œuvre (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106877A) ;
- Les clauses du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux) précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux ;
- La Politique de Sécurité des SI de l'État.

## **ARTICLE 3. PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Les stipulations du chapitre 5 du CCAG s'appliquent.

## **ARTICLE 4. REMUNERATION - REGLEMENT DES COMPTES - VARIATION DANS LES PRIX**

### **4-1. Rémunération**

#### **4-1.1. Généralités**

La rémunération est forfaitaire.

Elle est exclusive de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune rémunération d'intervenants autres que la maîtrise d'ouvrage au titre de la présente opération.

#### **4-1.2. Montant**

Le montant de la rémunération est égal au montant hors TVA mentionné à l'article 2-1 de l'acte d'engagement.

#### **4-1.3. Modification**

En cas de modification du programme ou de la mission décidée par le maître d'ouvrage, le marché fait l'objet d'un avenant en application de l'article L.2421-5 du CCP et de l'article 14 du CCAG et selon les modalités suivantes :

La rémunération est adaptée à partir d'une proposition du titulaire faisant apparaître notamment la description des prestations supplémentaires décomposées en temps prévisionnel nécessaire à leur exécution, par compétences et éléments de mission et en fonction du coût des éléments de mission du marché.

Les coûts unitaires utilisés pour le calcul de la rémunération adaptée sont ceux figurant dans la décomposition du forfait initial, annexée à l'acte d'engagement.

La rémunération est revue exclusivement pour les éléments de mission impactés par les modifications.

Cette proposition fait l'objet d'une négociation. La proposition de prix supplémentaire doit être en cohérence avec la proposition initiale.

### **4-2. Règlement des comptes**

#### **4-2.1. - Modalités de transmission des pièces de paiement**

Le terme « facture » désigne dans le présent marché « le projet de décompte ».

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs. La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

Les factures dématérialisées étant établis sous la trame « GEMME » remise par le maître d'ouvrage, il comprenne les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché,
- Le numéro de SIRET du maître d'ouvrage
- Le code du service exécutant de la dépense (transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché),
- Le numéro d'engagement juridique (transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché).

Le titulaire devra informer le maître d'ouvrage du dépôt de sa facture sur Chorus Pro.

#### **4-2.2. - Modalités de paiement**

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai :

- fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.
- donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement de ou des avances correspond à la date de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation.

Le point de départ du délai global de paiement des acomptes est la date de dépôt sous CHORUS PRO du projet de décompte 'GEMME' (projet de décompte complet et cohérent, accompagné de l'ensemble des pièces complémentaires et justificatives associées conformément au document Notice « Renseignement d'un projet de décompte 'GEMME' » (annexe 1).

Lorsque le projet de projet de décompte transmis n'est pas complet (absence des pièces justificatives et informations complémentaires, la date de départ du délai de

paiement prise en référence est alors corrigée à la date de réception par le maître d'œuvre des éléments correspondants).

Le point de départ du délai global de paiement du solde est la date de réception du décompte général et définitif par le maître de l'ouvrage, dans les mêmes conditions. Il est fait application du décret 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

#### **4-2.3. Rythme de règlements**

Le règlement des sommes dues au titulaire pour l'exécution des éléments de mission définis à l'article 1-4 ci-dessus, fait l'objet d'acomptes et d'un solde dans les conditions suivantes :

##### **Élément(s) de mission AVP, PRO :**

<b>(1)</b>	<b>Exigibilité</b>
<b>70 %</b>	En fonction de l'avancement de la réalisation des prestations.
<b>30 %</b>	Après approbation de l'élément de mission par le RMO et validation du PRO par l'IGR.

##### **Élément de mission ACT :**

<b>(1)</b>	<b>Exigibilité</b>
<b>60 %</b>	Après validation par le maître d'ouvrage du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).
<b>30 %</b>	A la validation du rapport de l'analyse des offres.
<b>10 %</b>	Après la notification des marchés de travaux.

##### **Élément de mission VISA :**

<b>(1)</b>	<b>Exigibilité</b>
<b>100 %</b>	En fonction de l'avancement des visas des plans d'exécution.

##### **Élément de mission DET :**

<b>(1)</b>	<b>Exigibilité</b>
<b>100%</b>	En fonction de l'avancement des travaux sous forme de demandes de paiements mensuelles proportionnellement au montant des travaux exécutés depuis le début de chaque marché de travaux.

##### **Élément de mission OPC :**

<b>(1)</b>	<b>Exigibilité</b>
<b>30%</b>	Après notification à l'ensemble des entrepreneurs du calendrier détaillé d'exécution des travaux, pour chaque tranche.
<b>60%</b>	Au prorata de l'avancement des travaux de chaque tranche sous forme d'acomptes mensuels sur la production d'un état périodique comportant le compte rendu d'avancement des travaux et du calendrier détaillé d'exécution mis à jour.
<b>10%</b>	A l'issue des opérations préalables à la réception du dernier marché de travaux de la tranche concernée



Élément de mission AOR :

(1)	Exigibilité
40 %	Après la réception par le maître d'ouvrage de la dernière proposition de réception avec ou sans réserve adressée par le titulaire.
10 %	Après acceptation sans réserve de tous les décomptes généraux par les entrepreneurs ou après traitement des réclamations éventuelles de celles-ci par le titulaire.
20 %	Après la réception par le maître d'ouvrage de la dernière proposition de levée de toutes les réserves adressées par le titulaire.
20 %	Après réception par le maître d'ouvrage de la totalité des Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE).
10 %	Après la fin du délai de garantie de parfait achèvement du (dernier) marché de travaux prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux ou à l'issue de la prolongation que le maître d'ouvrage pourrait décider en application l'article 44.2 dudit CCAG

Élément(s) de mission complémentaire(s) :

	(1)	Exigibilité
MC1	100 %	En une seule fois, après approbation par le maître d'ouvrage du mémoire d'appropriation.
MC2	A l'avancement	En plusieurs fois, en fonction de l'avancement des investigations complémentaires sous forme de demandes de paiements mensuelles
MC3	A l'avancement	En plusieurs fois au prorata de l'avancement des travaux des concessionnaires sous forme de demandes de paiement mensuelles.
MC4	A l'avancement	En plusieurs fois, en fonction de l'avancement des études et des travaux sous forme de demandes de paiements mensuelles
MC5	100 %	En une seule fois, après approbation par le MOA du dossier d'exploitation sous chantier (DESC).
MC6	A l'avancement	En plusieurs fois au prorata de l'avancement de l'opération sous forme de demandes de paiements mensuelles.
MC7	100 %	Après approbation de l'élément de mission par le RMO.
MC8	A l'avancement	En plusieurs fois, en fonction de l'avancement des travaux sous forme de demandes de paiements mensuelles proportionnellement au montant des travaux exécutés depuis le début de chaque marché de travaux.
MC9	A l'avancement	En plusieurs fois, en fonction de l'avancement des travaux sous forme de demandes de paiements mensuelles proportionnellement au montant des travaux exécutés depuis le début de chaque marché de travaux.
MC10	A l'avancement	En plusieurs fois, en fonction de l'avancement des travaux sous forme de demandes de paiements mensuelles proportionnellement au montant des travaux exécutés depuis le début de chaque marché de travaux.

	(1)	Exigibilité
MC11	100 %	A l'achèvement de la prestation
MC12	100 %	A l'achèvement de la prestation
MC13	100 %	Après validation du dossier de remise d'ouvrage par l'exploitant

(1) Pourcentage du montant de l'élément de mission pour la prestation.

Toutefois, ces prestations doivent être réglées partiellement avant l'achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est important afin que l'intervalle entre le début de réalisation des prestations et le premier acompte ou entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois ou un mois à la demande du titulaire (article 114 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016).

Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique l'état d'avancement de l'élément de mission permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce constat du maître d'ouvrage sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

Dans le cadre d'une tranche optionnelle, si une ou plusieurs missions complémentaires ne sont pas effectuées puisqu'elles se sont avérées non nécessaires, elles ne seront pas rémunérées.

### **4-3. Variation dans les prix**

Les prix sont révisibles en application de l'article 10.1.1 du CCAG lorsque la durée d'exécution du marché est supérieure à 3 mois.

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

#### **4-3.1. Modalités de variation**

Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 4-3.3 et 4-3.4.

Les indemnités d'attente et de dédit, les pénalités et les primes sont établies hors TVA et sont affectées par la mise en œuvre de la clause de variation des prix selon les mêmes modalités que les prix du marché. Les autres indemnités et les retenues ne sont pas affectées par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

#### **4-3.2. Mois d'établissement des prix du marché**

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page de garde de l'acte d'engagement.

Ce mois est appelé "mois zéro" ( $m_0$ ). Il s'agit du mois précédant la date de remise des offres pour la présente consultation.

#### **4-3.3. Choix de l'index de référence**

L'index de référence  $I$  choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index Ingénierie publié par l'Insee.

#### **4-3.4. Modalités de révision des prix**

Le coefficient de révision  $C_n$  applicable pour le calcul de l'acompte versé le mois  $n$  est donné par la formule :

$$C_n = (I_n / I_0)$$

avec  $I_0$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois antérieur de la remise des  
: offres ;

$I_n$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois au cours duquel chacun  
des règlements prévus à l'article 4-2.2 est dû au titulaire.

Toutefois si la période de règlement de l'acompte est supérieure à un mois, le mois à prendre en compte est le dernier mois de la période.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

#### **4-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des règlements sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA :

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;

- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître d'ouvrage. Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

## **ARTICLE 5. EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE JUSQU'A LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX**

### **5-1. Estimation du coût prévisionnel des travaux**

Le coût prévisionnel des travaux C est le montant de toutes les prestations de travaux nécessaires pour réaliser l'ouvrage tel que défini au programme et fournie au titre de l'élément Projet.

Ce coût est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois  $m_0$  fixé en page de garde de l'acte d'engagement.

Le titulaire s'engage sur un coût prévisionnel des travaux C sur la base des études de Projet.

La part de l'enveloppe financière prévisionnelle C0 affectée aux travaux par le maître d'ouvrage est mentionnée à l'article 2-1 de l'acte d'engagement.

Si le coût prévisionnel des travaux proposée par le titulaire au moment de la remise des prestations de l'élément Projet est supérieure à l'enveloppe financière prévisionnelle C0, le maître d'ouvrage peut refuser d'approuver les prestations et demander au titulaire, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'estimation citée ci-dessus.

Après approbation de l'élément Projet par le maître d'ouvrage, un avenant fixe le montant du coût prévisionnel des travaux que le titulaire s'engage à respecter.

Pour passer de la rémunération provisoire à la définitive, les parties conviennent de retenir la rémunération calculée au pourcentage par application de la formule suivante : Montant définitif de la rémunération = estimation définitive du coût prévisionnel des travaux x taux de rémunération.

En cas de modification du programme ayant une incidence sur le coût prévisionnel des travaux, l'avenant défini au 4-1.3 ci-dessus fixe le nouveau coût prévisionnel des travaux.

### **5-2. Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux**

Le coût prévisionnel des travaux est assorti du taux de tolérance suivant :

Travaux	Taux
Total	3 %

### **5-3. Seuil de tolérance**

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux, sur lequel s'est engagé le titulaire, majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article précédent.

Ce seuil de tolérance comporte une décomposition par consultations.

L'avancement des études permet au titulaire lors de l'établissement des prestations de chaque élément de mission de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance, et ceci avant même de connaître les résultats des consultations lancées pour la passation des marchés de travaux, le titulaire doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

### **5-4. Coût de référence des travaux**

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition relative à la passation du/des marché(s) de travaux, il établit le coût de référence des travaux tel qu'il résulte des consultations et le compare au seuil de tolérance prévu à l'article 5.2.

Si l'opération fait l'objet de plusieurs consultations décalées dans le temps, le seuil de tolérance est déterminé par consultation. Si ce seuil est dépassé, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de relancer la consultation.

Le seuil de tolérance global sera décomposé pour chaque consultation par voie d'avenant lors de la validation des études de projet.

Ce coût est égal à la somme du/des montant(s) de l'/des offre(s) considérée(s), tous critères confondus, comme les plus intéressantes par le maître d'ouvrage et des montants initiaux des marchés notifiés. Chacun de ces montants est ramené aux conditions économiques du mois  $m_0$  (précisé en page de garde de l'acte d'engagement) par application du coefficient de réajustement  $C_r$ , défini ainsi :

$$C_r = TP02_{e-6} / TP02_{t-6}$$

avec  $TP02_{e-6}$  = Valeur de l'index TP01 au mois  $m_0$  moins 6 mois ;

:

$TP02_{t-6}$  = Valeur de l'index TP01 au mois  $m_0$  moins 6 mois, des offres du marché de travaux.

TP02 - Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art neufs ou rénovation

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Si le coût dépasse le seuil de tolérance **correspondant** et si le maître d'ouvrage déclare la consultation infructueuse, le titulaire a l'obligation de reprendre les études, sans que cela n'ouvre droit à rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le titulaire fait des propositions dans ce sens au maître de l'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après recevabilité prononcée par le maître d'ouvrage, le titulaire doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 30 jours à compter de l'accusé de réception de cette recevabilité afin de permettre au maître d'ouvrage de lancer une nouvelle consultation.

### **5-5. Moyens donnés au coordonnateur SPS - Obligations du titulaire**

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

- Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :
  - tous les documents relatifs aux avant-projet(s) et projet(s) ;
  - tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- Le titulaire informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.
- Le titulaire s'engage à :
  - fournir au coordonnateur SPS, à sa demande, tout autre document et information nécessaires au bon déroulement de la mission de coordination ;
  - respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies par le maître d'ouvrage. Celles-ci font l'objet d'un document notifié au titulaire et qui sera annexé au présent marché.
- Pendant toute la durée de l'exécution de sa mission, le titulaire doit prendre toute disposition pour donner suite aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.
- Le titulaire arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.
- Le titulaire vise toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le registre journal de la coordination.
- Pour l'analyse des offres des entreprises, le titulaire consulte le coordonnateur SPS et intègre son avis dans le rapport d'analyse des offres.

### **5-6. Variantes pour les marchés de travaux**

Le titulaire propose le cas échéant les variantes à l'initiative du maître d'ouvrage (prestations supplémentaires éventuelles ou solutions alternatives) auxquelles devront répondre les entreprises.

Le titulaire propose au maître d'ouvrage d'autoriser ou non les variantes à l'initiative des entreprises, y compris celles permettant l'utilisation de matériaux recyclés. Dans le cas de variante, il propose les exigences minimales à respecter.

### **5-7. Clause incitative à de meilleurs résultats quantitatifs ou qualitatifs**

Si le montant prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre est inférieur à 97 % de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux et fixée par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre bénéficie d'une bonification de rémunération B calculée comme suit :

$$B = F \times (C_0 - C) / C_0$$

où F désigne le montant forfaitaire définitif de rémunération négocié hors bonification, C<sub>0</sub> l'enveloppe financière prévisionnelle fixée par le maître d'ouvrage, et C le montant prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre.

Cette bonification sera versée lors du paiement du solde du marché à la condition que le montant prévisionnel des travaux sur lequel s'est engagé le maître d'œuvre n'ait pas été dépassé (sans application du seuil de tolérance prévu en matière de pénalités à l'article 6-3).

## **ARTICLE 6. EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE APRES LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX**

Dans le cadre de sa présente mission, le titulaire est chargé de faire appliquer les stipulations du marché de travaux liant l'/les entreprise(s) et le maître d'ouvrage et ne peut y apporter aucune modification sans accord préalable de ce dernier.

### **6-1. Coût initial des marchés de travaux, conditions économiques d'établissement**

Le coût initial des marchés de travaux est celui qui résulte des marchés de travaux passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet.

Ce coût est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux, chacun d'eux étant ramené aux conditions économiques du mois m<sub>0</sub> du marché de maîtrise d'œuvre par application du coefficient de réajustement C<sub>r</sub> défini ainsi :

$$C_r = TP_{02_{e-6}} / TP_{02_{t-6}}$$

avec TP<sub>02<sub>e-6</sub></sub> = valeur de l'index TP01 au mois m<sub>0</sub> moins 6 mois ;

:

TP<sub>02<sub>t-6</sub></sub> = valeur de l'index TP01 au mois m<sub>0</sub> moins 6 mois, du marché de travaux concerné.

TP02 - Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art neufs ou rénovation

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Une décision du RMO, notifiée dans les conditions de l'article 1-9.7 ci-dessus, constate et arrête le montant du coût initial des marchés de travaux que le titulaire s'engage à respecter.

## **6-2. Tolérance sur le coût initial des marchés de travaux**

Le coût initial des marchés de travaux est assorti d'un **taux de tolérance** de 3 %.

## **6-3. Seuil de tolérance sur le coût initial des marchés de travaux**

Le seuil de tolérance est égal au coût initial des marchés de travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article précédent.

## **6-4. Comparaison entre réalité et tolérance**

Le coût total définitif des travaux est celui qui, après achèvement de l'ouvrage, résulte des prestations exécutées. Sont exclus les travaux supplémentaires ou modificatifs qui seraient exécutés à la suite d'une décision indépendante du titulaire (modifications qui s'imposent au maître d'ouvrage après la passation des marchés de travaux ou résultant de modifications du programme demandées par le maître d'ouvrage).

Ce coût est la somme des montants, en prix de base, des travaux réellement exécutés, chacun d'eux étant ramené aux conditions économiques du mois  $m_0$  du marché de maîtrise d'œuvre par application du coefficient de réajustement  $C_r$  tel que défini à l'article 6-1 ci-dessus.

## **6-5. Travaux modificatifs ou supplémentaires**

### **6-5.1. Définition**

Les travaux modificatifs ou supplémentaires font l'objet d'une fiche de travaux modificatifs rédigée par le titulaire et comprenant son estimation aux conditions économiques au mois  $m_0$  "Travaux".

Ces modifications sont classées par le maître d'ouvrage sur proposition du titulaire dans l'une des catégories suivantes :

Catégorie 1 : modifications dans la consistance ou le coût du projet demandées par le maître d'ouvrage ou s'imposant à lui.

L'incidence financière de ces modifications n'est pas prise en compte dans le coût total définitif des travaux.

Le titulaire estime l'incidence éventuelle de ces modifications sur sa rémunération forfaitaire en la justifiant par éléments de mission conformément aux stipulations de l'article 4-1.3. ci-dessus.

Catégorie 2 : modifications dans la consistance du projet apportées par le titulaire en cours d'exécution par suite d'imprévisions, d'imprécisions ou d'adaptations dans ses études ou d'erreurs dans la conduite des travaux.

L'incidence financière des modifications ne peut en aucun cas donner lieu à une rémunération complémentaire du titulaire.



L'incidence financière de ces modifications est prise en compte dans le coût total définitif des travaux définis à l'article 6-4 ci-dessus.

#### **6-5.2. Modalités d'acceptation**

Les fiches de travaux modificatifs, et les propositions de classement, établies par le titulaire, sont soumises à décision du RMO.

Les décisions du RMO relatives aux travaux modificatifs ou supplémentaires sont portées sur la fiche de travaux modificatifs rédigée par le titulaire.

Dans le cas où le coût des travaux modificatifs, chiffré par les entreprises, est supérieur à l'estimation du titulaire, ce dernier soumettra une nouvelle proposition justifiée pour acceptation et décision par le RMO.

#### **6-6. Réduction pour dépassement du seuil de tolérance**

Si le coût total définitif des travaux est supérieur au seuil de tolérance tels que définis aux articles 6-3 et 6-4, le titulaire supporte une réduction égale à :

$$10 \% \times (\text{coût total définitif des travaux} - \text{seuil de tolérance})$$

Le montant de la réduction est arrondi à l'euro supérieur.

Cependant, le montant de cette réduction ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

#### **6-7. Suivi de l'exécution des travaux**

Conformément aux dispositions de l'article 1-4 du présent CCAP, la "direction de l'exécution des marchés de travaux" incombe au titulaire qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages. A ce titre il est l'unique interlocuteur des entrepreneurs.

Le maître d'œuvre tient compte dans l'exercice de sa mission de celles dévolues à chacun de ces intervenants et les tient informés des actes relevant de sa responsabilité qui peuvent les concerner.

Pendant les phases d'exécution des travaux, il leur donne notamment accès aux registres de chantiers.

Il prend en compte leur avis pour les questions relevant de leurs missions et fait part, le cas échéant, au maître d'ouvrage des désaccords qui pourraient survenir entre ces intervenants et lui.

Le maître d'ouvrage lui fait connaître son arbitrage, le cas échéant, sous un délai de huit jours. En l'absence d'arbitrage du maître d'ouvrage, le maître d'œuvre est libre de sa décision, dont il informe le maître d'ouvrage et les intervenants concernés.

En aucun cas, le maître d'œuvre ne pourra invoquer les avis des autres intervenants pour se soustraire à ses obligations contractuelles.

## **6-8. Ordres de service**

Dans le cadre de l'élément de mission "Direction de l'exécution des marchés de travaux", le titulaire est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs.

Toutefois, les ordres de service ayant une incidence financière ne peuvent être notifiés par le titulaire qu'après décision du RMO prise selon les modalités prévues à l'article 6-5.2 ci-dessus.

Les ordres de service doivent être écrits, datés, signés, numérotés et adressés en deux exemplaires par le titulaire à l'entrepreneur, dans les conditions prévues à l'article 3.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux. Le titulaire transmet une copie de l'ordre de service au maître d'ouvrage qui peut s'assurer à tout moment qu'ils ont bien été délivrés en temps utile conformément à l'article 7-2 du CCAP.

## **6-9. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

### **6-9.1. Autorité du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le titulaire sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger.

Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

### **6-9.2. Moyens donnés au coordonnateur SPS**

#### **6-9.2.1. - Libre accès**

Le coordonnateur SPS a libre accès aux bureaux de chantier et au matériel mis à disposition du titulaire pour ses différentes réunions.

#### **6-9.2.2. - Obligations du titulaire**

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- tous documents relatifs aux études d'exécution ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;

- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- chaque version du/des calendrier(s) détaillé(s) d'exécution.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.

Le titulaire s'engage à :

- fournir au coordonnateur SPS, à sa demande, tout autre document et information nécessaires au bon déroulement de la mission de coordination ;
- respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies par le maître d'ouvrage. Celles-ci font l'objet d'un document notifié au titulaire et qui sera annexé au présent marché.

Le titulaire vise toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le registre journal de la coordination.

Pendant toute la durée de l'exécution de sa mission, le titulaire doit prendre toute disposition pour donner suite aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

Le titulaire arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.

En cas de commencement des travaux des marchés dont une période de préparation est prévue mais n'est pas comprise dans le délai d'exécution, le titulaire ne pourra notifier l'ordre de démarrage des travaux que lorsqu'il aura été informé par le coordonnateur SPS de l'intégration des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS). Par ailleurs, le MOE ne pourra notifier l'ordre de démarrage des travaux que lorsque les obligations édictées à l'article R.4533-1 du Code du travail seront remplies.

En cas de commencement des travaux des marchés dont une période de préparation est prévue et comprise dans le délai d'exécution, le titulaire, après avoir :

- visé les documents remis par les entreprises pendant la période de préparation qui conditionnent le démarrage des travaux,
- été informé par le coordonnateur SPS de l'intégration des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS),

avise par écrit le maître d'ouvrage que les travaux peuvent commencer. Il notifie aux titulaires des marchés copie de ce document qui vaut autorisation de commencer les travaux.

Le titulaire est membre du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail et participe à toutes ses réunions.

## ARTICLE 7. DELAIS ET PENALITES

Les délais d'exécution de la tranche ferme et de la tranche optionnelle sont stipulés à l'article 3 de l'acte d'engagement.

Par dérogation à l'article 13.1 du CCAG, l'acte qui vaut commencement d'exécution du marché est l'ordre de service du RMO de commencer le premier élément de mission.

### 7-1. Définitions et points de départ

Par dérogation au 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 3.8.3 du CCAG, le titulaire peut refuser d'exécuter l'ordre de service de démarrage des prestations, si cet ordre de service lui est notifié plus de six mois après la notification du marché. Le titulaire dispose alors d'un délai de quinze jours, courant à compter de la date d'envoi de sa décision de refus au pouvoir adjudicateur, pour éventuellement proposer une nouvelle date de démarrage des prestations. S'il ne propose pas de nouvelle date de démarrage des prestations ou si la date qu'il propose n'est pas acceptée par le maître d'ouvrage, le titulaire peut demander la résiliation du marché, dans les conditions mentionnées à l'article 31.2 du CCAG. Cette résiliation ne peut lui être refusée.

Les points de départ des délais mentionnés ci-après portent, si la tâche s'y prête, sur la première transmission et la première version du document concerné.

#### 7-1.1. Eléments de mission "études"

Elément de mission	Point de départ du délai
AVP	Date précisée dans l'ordre de service du RMO pour commencer l'exécution de la mission ou de la date de réception de cette décision si celle-ci est postérieure.
PRO	Date précisée dans la décision du RMO pour commencer l'exécution de l'élément de mission ou de la date de réception de cette décision si celle-ci est postérieure.

#### 7-1.2. Elément de mission ACT

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
DCE	Préparer le(s) Dossier(s) de Consultation des Entreprises (DCE)	Date de la notification de la décision du RMO de commencer la procédure de consultation de chaque DCE
Analyse des candidatures	Fournir le rapport d'analyse des candidatures ou du contenu de la première enveloppe.	Date de la remise au titulaire des plis contenant les candidatures ou de la première enveloppe de chaque DCE
Analyse des offres	Fournir le rapport d'analyse des offres.	Date de la remise au titulaire des plis contenant les offres de chaque DCE
Mise au point des dossiers marchés	Procéder à la mise au point du/des dossier(s) marché(s).	Date de la notification de l'ordre de service du RMO de la décision d'attribution de chaque marché.

#### 7-1.3. Elément de mission VISA

Définition de la tâche	Point de départ du délai
Viser ou faire part de ses observations sur les plans, notes de calculs, études de détail et autres	Date de réception de chaque plan, note de calculs, étude de détail et autre document réalisé par

Définition de la tâche	Point de départ du délai
documents établis par les entreprises.	l'entrepreneur.

#### 7-1.4. Elément de mission DET

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
Comptes rendus de réunion	Etablir et diffuser les comptes rendus de réunion.	Date de la réunion.
Notification des décisions	Notifier les décisions du RMO	Date de réception de la décision du RMO
Mémoires de réclamation	Instruire les mémoires de réclamation.	Date de réception de la réclamation de l'entrepreneur.
Valider les PN	Vérifier les devis et les PN	Date de réception du devis de l'entrepreneur.
Etat d'avancement	Etablir l'état d'avancement.	cf. 7-2 ci-après.
Projets de décomptes et soldes	Vérifier les projets de décomptes des marchés de travaux et établir les décomptes généraux et soldes avec utilisation de Chorus-pro le cas échéant.	Date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.
Autres tâches prévues au CCAG-Travaux	Suivant CCAG-Travaux	Suivant CCAG-Travaux

#### 7-1.5. Elément de mission OPC

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
Calendrier des documents d'exécution	Etablir le calendrier d'établissement des documents d'exécution notifié par ordre de service aux entrepreneurs.	Date de l'accusé de réception par le titulaire de la notification de la décision du RMO de commencer la tâche.
Calendrier détaillé	Etablir le calendrier détaillé d'exécution notifié par ordre de service aux entrepreneurs.	Date de l'accusé de réception par le titulaire de la notification de la décision du RMO de commencer la tâche.
Mise à jour du calendrier détaillé	Mettre à jour le calendrier détaillé d'exécution notifié par ordre de service aux entrepreneurs.	Date de réception de la demande du RMO

#### 7-1.6. Elément de mission AOR

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
OPR	Procéder aux Opérations Préalables à la Réception (OPR).	<p>Suivant le mode de dévolution des marchés de travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Date de réception de l'avis de l'entrepreneur ou date prévisible d'achèvement des travaux indiquée dans l'avis.</li> </ul> <p><b>Ou</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Date de réception, par le titulaire, de l'avis de l'entrepreneur titulaire du lot désigné au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) des marchés de travaux ou date prévisible</li> </ul>

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
		d'achèvement des travaux indiquée dans l'avis.
Proposition de réception	Proposer la réception au RMO et notifier la proposition de réception à l'entrepreneur.	Date du procès-verbal des OPR
DOE	Remettre le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) au maître de l'ouvrage.	Après réception par le titulaire de tous les documents dus par les entrepreneurs.
Examen des désordres	Procéder à l'examen des désordres signalés pendant la Garantie de Parfait Achèvement (GPA).	Date de saisine par le RMO
PV de levée des réserves	Etablir le procès-verbal de levée des réserves.	Date de réception de l'avis de l'entrepreneur ayant levé les réserves.

Certains documents (pièces nécessaires à l'ouverture au public, au fonctionnement et à la maintenance de l'ouvrage, etc.) doivent être remis au plus tard lors des opérations préalables à la réception

### 7-1.7. Mission(s) complémentaire(s)

	Définition de la tâche	Point de départ du délai
MC1	Appropriation et évaluation des études antérieures	Date précisée dans l'ordre de service du RMO pour commencer l'exécution de la mission ou de la date de réception de cette décision si celle-ci est postérieure.
MC2	Pilotage des investigations complémentaires	Date précisée dans l'ordre de service du RMO pour commencer l'exécution de la mission ou de la date de réception de cette décision si celle-ci est postérieure.
MC3	Pilotage du déplacement des réseaux concessionnaires	Date précisée dans l'ordre de service du RMO pour commencer l'exécution de la mission ou de la date de réception de cette décision si celle-ci est postérieure.
MC4	Etude et pilotage des travaux de dispositifs de retenue	Date précisée dans l'ordre de service du RMO pour commencer l'exécution de la mission ou de la date de réception de cette décision si celle-ci est postérieure.
MC5	Dossier d'exploitation sous-chantier	Date précisée dans l'ordre de service du RMO pour commencer l'exécution de la mission ou de la date de réception de cette décision si celle-ci est postérieure.
MC6	Assistance pour la communication avec les riverains et assistance juridique à la maîtrise d'ouvrage	Date précisée dans l'ordre de service du RMO pour commencer l'exécution de la mission ou de la date de réception de cette décision si celle-ci est postérieure.
MC7	Études de trafic complémentaires	Date précisée dans l'ordre de service du RMO pour commencer l'exécution de la mission ou de la date de réception de cette décision si celle-ci est postérieure.
MC8	Mission VISA avec contrôle de niveau renforcé pour les ouvrages d'art non courants et les études géotechniques	Date précisée dans l'ordre de service du RMO pour commencer l'exécution de la mission ou de la date de réception de cette décision si celle-ci est postérieure.
MC9	Mission de surveillance des travaux de	Date précisée dans l'ordre de service du RMO pour commencer l'exécution de la mission ou

	Définition de la tâche	Point de départ du délai
	nuit	de la date de réception de cette décision si celle-ci est postérieure.
MC10	Pilotage du contrôle extérieur	Date précisée dans l'ordre de service du RMO pour commencer l'exécution de la mission ou de la date de réception de cette décision si celle-ci est postérieure.
MC11	Bilan financier INFRACOUT	Date précisée dans l'ordre de service du RMO pour commencer l'exécution de la mission ou de la date de réception de cette décision si celle-ci est postérieure.
MC12	Intégration des DOE à la médiathèque	Date précisée dans l'ordre de service du RMO pour commencer l'exécution de la mission ou de la date de réception de cette décision si celle-ci est postérieure.
MC13	Préparation du dossier de remise d'ouvrage à l'exploitant	Date précisée dans l'ordre de service du RMO pour commencer l'exécution de la mission ou de la date de réception de cette décision si celle-ci est postérieure.

## **7-2. Délais et pénalités**

### **7-2.1. Délais et pénalités appliqués aux éléments de mission**

Les pénalités de retard sont encourues sur simple constat par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG. La procédure décrite au CCAG peut être réalisée par mail.

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Les délais ne comprennent pas les délais de contrôle des documents concernés par le maître d'ouvrage mais tiennent compte des délais de reprise par le titulaire.

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG, en cas de retard dans l'exécution des délais définis au 7-1 ci-dessus, le titulaire subit une pénalité journalière calendaire fixée à :

Elément de mission	Tâche	Délai	Pénalité journalière
<b>AVP</b>	Avant-projet	4 mois	300 €
<b>PRO</b>	Projet	4 mois	300 €
<b>ACT (1)</b>	Préparer les DCE	40 jours	300 €
	Analyse des candidatures	15 jours	300 €
	Analyse des offres	25 jours	300 €
	Mise au point des dossiers marchés	15 jours	300 €
<b>VISA</b>		15 jours	300 €

<b>DET</b>	Comptes rendus de réunion	5 jours	150 €
	Constats	5 jours	150 €
	Notification des décisions	5 jours	150 €
	Validation des PN	15 jours	150 €
	Mémoires de réclamation	30 jours	150 €
	Etat d'avancement	Au plus tard le 5	300 €

<b>DET</b>	Comptes rendus de réunion	5 jours	150 €
		de chaque mois	
	Projets de décomptes finaux	*	900 €
	Autres tâches du CCAG-Travaux	**	150 €
<b>OPC</b>	Calendrier des documents d'exécution	10 jours	150 €
	Calendrier détaillé	10 jours	150 €
	Mise à jour du calendrier détaillé	10 jours	150 €
<b>AOR</b>	OPR	20 jours	300 €
	Proposition de réception	30 jours	300 €
	DOE	30 jours	300 €
	Examen des désordres	10 jours	300 €
	PV de levée des réserves	10 jours	300 €
<b>MC9</b>	Visa renforcé	15 jours	300 €
<b>MC11</b>	Bilan financier et saisie INFRACOUT	60 jours	300 €
<b>MC12</b>	Intégration des DOE à la médiathèque	30 jours	300 €
<b>MC13</b>	Constitution du dossier de remise de l'ouvrage à l'exploitant	60 jours	300 €

Toutefois ces délais pourront, éventuellement, être modifiés par voie d'avenant.

\*Jusqu'à la plus tardive des 2 dates suivantes :

- 10 jours après la réception du projet de décompte final ;
- 10 jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.

\*\*Délais définis dans le CCAG-Travaux.

### **7-2.2. Pénalités liées au non-respect des clauses sociales**

En cas de non-respect des clauses sociales fixées à l'article 1-9.5.1, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 €.

### **7-2.3. Pénalités pour non-respect des clauses de confidentialité.**

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-8.1. du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €.

### **7-2.4. Pénalité pour non-respect de la réglementation RGPD**

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1-8.3. du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200 €.

### **7-2.5. Pénalité pour non-respect des directives cybersécurité**

En cas de non-respect des directives de cybersécurité de la DiRIF, le titulaire encourt une pénalité de 100 € par jour calendaire de non application des exigences de la directive cybersécurité.



### **7-2.6. Pénalité pour non-respect des clauses environnementales**

En cas de non-respect des clauses environnementales fixées à l'article 1-9.5.2, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1000 €.

### **7-2.7. Pénalité concernant le remplacement du référent initial du marché**

En cas d'absence de remplacement ou remplacement des directeurs et/ou chefs de projets et des experts associé(s) sans en avoir avisé l'acheteur conformément à l'article 1.2, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €.

### **7-2.8. Pénalité pour retard dans le traitement d'un projet de décompte :**

- Cas où le retard du maître d'œuvre n'a pas conduit à des intérêts moratoires pour le maître d'ouvrage :

Il est appliqué une pénalité forfaitaire de 1 000 € HT (mille euros Hors Taxes) par projet de décompte mensuel ou final non validé sous CHORUS PRO dans le délai de 7 jours calendaires suivant le dépôt par l'entreprise sous CHORUS PRO.

- Cas où le retard du maître d'œuvre a conduit à des intérêts moratoires pour le maître d'ouvrage :

Il est appliqué :

- une pénalité forfaitaire de 1 000 € HT (mille euros Hors Taxes) par projet de décompte mensuel ou final non validé sous CHORUS PRO dans le délai de 7 jours calendaires suivant le dépôt par l'entreprise sous CHORUS PRO
- Complétée par l'application d'une pénalité P égale au montant des intérêts moratoires générés par la période de retard du maître d'œuvre dans la validation du projet de décompte mensuel, soit :

$$P = (\text{nombre de jours calendaires pris pour la validation du projet de décompte par le maître d'œuvre} - 7 \text{ jours}) \times \text{« montant HT de la situation de travaux »} \times \text{« taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage »} / 365$$

### **7-2.9. Pénalité pour défaut de contrôle d'un projet de décompte ou transmission d'un projet de décompte incomplet.**

La validation d'un projet de décompte irrecevable au regard des dispositions définies par le document Notice « Renseignement d'un projet de décompte 'GEMME' » (annexe 1) ou la transmission d'un projet de décompte incomplet, impliquant son rejet par le maître d'ouvrage, entraîne l'application d'une pénalité forfaitaire de 500 € HT (cinq cent euros Hors Taxes) par projet de décompte non conforme et par transmission défectueuse.

### **7-2.10. Autres pénalités**

Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable et sur simple constatation par le RPA, les pénalités de retard décrites ci-après :

- en cas de retard dans l'exécution des prestations ;
- en cas d'exécution non satisfaisante (mauvaise exécution) des prestations dans les délais prescrits.

Par conséquent, si les prestations ne sont pas effectuées dans les délais contractuels, ou en cas d'exécution non satisfaisante dans les délais prescrits, le titulaire sera passible d'une pénalité calculée conformément à l'article 16.2 du CCAG.

Les pénalités sont calculées par application de la formule suivante :

$$P = V \cdot R / 3000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Par ailleurs, en cas de manquements répétés, le RPA se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité.

## **ARTICLE 8. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

Par dérogation à l'article 28 du CCAG, les prestations ne font pas l'objet d'une garantie technique.

### **8-1. Retenue de garantie**

Sans objet.

### **8-2. Avances**

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant des tranches diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC de la tranche si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le pourcentage est fixé à :

Tranche	Taux
Ferme	5 %
Optionnelle 1	5 %

% du montant initial TTC de la tranche.

Si le titulaire est une PME, l'avance sera portée à 30 % (R.2191-7 du CCP).

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 4-2.1 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution de la tranche.

En application des articles R2191, R2192-2 et R2191-14 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre de la tranche atteint 65 % du montant initial TTC de la tranche. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 20 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-14 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RMO. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

## **ARTICLE 9. ADMISSION - ACHEVEMENT DE LA MISSION - RESILIATION**

### **9-1. Admission des documents présentés par le titulaire**

#### **9-1.1. Remise des documents**

Les documents présentés par le titulaire sont remis au RMO, sous forme dématérialisée dans un des formats suivants : [pdf, ppt, doc, xls, odt]. En complément un exemplaire sur support papier relié peut être demandé.

#### **9-1.2. Délais d'admission des documents d'études**

L'admission consiste en l'acceptation, en l'état ou avec observations, par le RMO, des documents d'études correspondant à l'élément de mission remis et conformes aux prescriptions du marché.

Par dérogation à l'article 26.2 du CCAG, les décisions relatives à cette admission doivent intervenir avant l'expiration des délais suivants :

Élément de mission	Document	Délai
AVP	Avant-Projet	60 jours

Élément de mission	Document	Délai
<b>PRO</b>	Etudes de projet	60 jours
<b>OPC</b>	Calendrier détaillé d'exécution des travaux (en cas de modification du délai global)	60 jours
<b>MC1</b>	Approbation des études antérieures	15 jours
	Plan de déplacement des réseaux	15 jours
<b>MC2</b>	Programme d'investigations complémentaires	15 jours
<b>MC4</b>	Note de calcul de synthèse du choix retenu	15 jours
<b>MC5</b>	Dossier d'exploitation sous chantier	15 jours
<b>MC6</b>	Dossier de communication	15 jours
<b>MC7</b>	Etude de trafic	15 jours
<b>MC8</b>	Visa renforcé	15 jours
<b>MC9</b>	Compte rendu de la mission de nuit	5 jours
<b>MC10</b>	Compte rendu du contrôle extérieur	5 jours
<b>MC13</b>	Remise du dossier de l'ouvrage	30 jours

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception du premier envoi de ces documents par le titulaire au RMO. A partir du moment où le RMO a fait part de ses observations sur ce premier envoi, le délai repart à zéro à partir de la réception de la deuxième version envoyée par le titulaire au RMO, et ainsi de suite jusqu'à l'admission finale.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration du délai (admission tacite).

#### 9-1.2.1 Ajournement

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans le délai fixé par l'article 21.2.1 du CCAG et soumis aux dispositions de l'article 7-2.1 ci-dessus.

Suite à une décision d'ajournement, le RMO dispose, pour admettre les prestations mises au point, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

#### 9-1.2.2 Réfaction

Par dérogation à l'article 27-3 du CCAG la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose de 30 jours pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de

l'article 37 du CCAG ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du pouvoir adjudicateur. Si le titulaire formule des observations, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite de 30 jours pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

### 9-1.2.3 Rejet

Le rejet se fait dans les conditions fixées par l'article 21.4 du CCAG qui prévoit une procédure contradictoire préalable à la décision de rejet.

Suite à une décision de rejet, le RMO dispose, pour admettre les prestations modifiées, présentées par le titulaire, des mêmes délais que ceux indiqués à l'article 9.1.2.

### 9-1.3. Délais de vérification des autres documents présentés par le titulaire

Par dérogation à l'article 20.2 du CCAG, les décisions relatives à la vérification des documents présentés par le titulaire doivent intervenir avant l'expiration des délais suivants :

Élément de mission	Document	Délai
<b>ACT</b>	Dossiers de Consultation des Entreprises (DCE)	45 jours
	Analyse des candidatures	40 jours
	Analyse des offres	45 jours
<b>AOR</b>	Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE)	60 jours

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception du premier envoi de ces documents par le titulaire au RMO. A partir du moment où le RMO a fait part de ses observations sur ce premier envoi, le délai repart à zéro à partir de la réception de la deuxième version envoyée par le titulaire au RMO, et ainsi de suite jusqu'à l'admission finale.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée admise avec effet à compter de l'expiration du délai.

En cas de rejet ou d'ajournement, le RMO dispose, pour donner son avis, après présentation par le titulaire des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

La vérification peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le RMO et soumis aux dispositions de l'article 7-2.1 ci-dessus.

## 9-2. Achèvement de la mission

La mission du titulaire s'achève à la plus tardive des dates suivantes :

- l'expiration du/des délai(s) de "Garantie de Parfait Achèvement" (G.P.A. prévue à l'article 44.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux) ;
- la levée de la dernière réserve ;
- l'instruction du dernier mémoire de réclamation des entreprises ;

Ou

lorsque le RMO décide que les obligations contractuelles du titulaire sont globalement remplies ;

- L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie par le RMO, sur demande du titulaire.

### **9-3. Arrêt de l'exécution des prestations**

Le RMO se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des **parties techniques** telles que définies à l'article 1-4 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 20 du CCAG, la décision motivée d'arrêter l'exécution des prestations à l'issue d'une partie technique, donne lieu à indemnité dans les conditions de l'article 33 du CCAG et selon les modalités de l'article 9-4.1 du présent CCAP sauf dans le cas où elle intervient du fait de la défaillance du maître d'œuvre.

### **9-4. Résiliation**

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 27 à 31 inclus du CCAG, avec les précisions décrites dans les articles 9-4.1 à 9-4.3.

Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG, en cas d'arrêt des prestations à l'issue d'une partie technique, une indemnité est versée dans les conditions de l'article 9-4.1 du présent CCAP sauf si l'arrêt intervient du fait de la défaillance du maître d'œuvre.

#### **9-4.1. Résiliation pour motif d'intérêt général**

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 31 du CCAG est fixé à 5 %.

#### **9-4.2. Résiliation du marché aux torts du titulaire ou cas particulier**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RMO des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 30 du CCAG.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour ce motif, ainsi que conformément aux articles L.2141-7 à L.2141-11.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le maître d'ouvrage peut résilier le marché dans les conditions de l'article 30.2 du CCAG.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10

du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, dans les conditions définies à l'article 30 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L.8222-6 du Code du travail le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L.8221-3 à L.8221-6 sur le travail dissimulé.

#### **9-4.3. Résiliation du marché par arrêt des prestations ou autres cas de résiliation**

Le marché pourra notamment être résilié dans l'un des cas suivants :

- le titulaire s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités, dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article 5-3 du présent CCAP ;
- après appel à la concurrence infructueux, lorsque le titulaire ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel.

#### **ARTICLE 10. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION**

Sans objet.

#### **ARTICLE 11. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, de l'AE et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

CCAP 1-3.	déroge à l'article	3.4.3 du CCAG
CCAP 1-10.3.4	déroge à l'article	9.1 du CCAG
CCAP 7	déroge à l'article	13.1 du CCAG
CCAP 7-1	déroge à l'article	3.8.3 du CCAG
CCAP 7-2	déroge à l'article	14.1 du CCAG
CCAP 7-2.1	déroge à l'article	16.2.2 à 16.2.3 du CCAG

CCAP 1-3.	déroge à l'article	3.4.3 du CCAG
CCAP 8	déroge à l'article	28 du CCAG
CCAP 9-1.2	déroge à l'article	26.2 du CCAG
CCAP 9-1.2.2	déroge à l'article	27.3 du CCAG
CCAP 9-1.3	déroge à l'article	20.2 du CCAG
CCAP 9-3	déroge à l'article	20 du CCAG
CCAP 9-4	déroge à l'article	31.3 du CCAG

## **ANNEXE**

### **Annexe 1 : La notice « Renseignement d'un projet de décompte 'GEMME' ».**

#### **Modalités de remise du projet de décompte :**

Les projets de décompte doivent être remis :

- 1 - dans un format numérique signé (Version non modifiable, tel que fichier .PDF signé numériquement, ou scan de la version papier signée),
- 2 - accompagné de la copie de la version numérique originale au format tableur, **comprenant les mêmes saisies.**

#### **Fonctionnement général du projet de décompte GEMME :**

Le projet de décompte « GEMME », selon le fichier tableur remis par le représentant de l'acheteur en début de marché (puis dans une version mise à jour après le traitement de chaque décompte mensuel) assure **le calcul automatisé du montant global des prestations** à rémunérer au titulaire ou au groupement, au titre du décompte mensuel concerné.

Son intégration au progiciel comptable de l'acheteur (GEMME), permet l'édition de l'état d'acompte correspondant, en établissant, sur la base de l'état des prestations transmis :

- le calcul automatisé de la variation,
- le calcul des versements et reprise de l'avance éventuel,
- le calcul de la TVA,
- tout autre élément susceptible d'affecter la somme verser aux différents prestataires.

Afin que les calculs correspondants puissent être effectués et que l'état d'acompte puisse être édité, **le renseignement complet et cohérent du projet de décompte GEMME vierge remis par l'acheteur est un impératif absolu**, étant précisé que :



Projet de décompte

Pour les prestations effectuées au ..... prises en compte au titre de la situation n°

Contrat : Nom et numéro du contrat  
Maître d'ouvrage : Ministère de la Transition Ecologique  
Forme du contrat : Type de marché  
Tranche : TRANCHE XXXXX

n° du décompte

Titulaire : NOM DU TITULAIRE DU MANDATAIRE DU GROUPEMENT  
Service : Service interne DRI JF représentant l'acheteur  
Suivi par : Compagnie interne DRI JF

Montant HT de la situation

Final : Non

Engagement : n° du marché  
Service exécutant : Code service exécutant  
DIRET destinataire : DIRET du titulaire

Référence	N°	Désignation	Quantités prévues	Unité	Prix unitaire HT	Prestations mesurées antérieures	Prestations estimées antérieures	Taux d'avancement	Mode de calcul	Quantité mesurée au décompte	Quantité estimée cumulée
n° de prix marché du prix n°1	1	Intrinsèque du prix n° 1	1,000	Ferrail	100 000,000	0,000	0,000	0,0%	Qté		
n° de prix marché du prix n°2	2	Intrinsèque du prix n° 2	1,000	Ferrail	20 000,000	0,000	0,000	0,0%	Qté		
n° de prix marché du prix n°3	3	Intrinsèque du prix n° 3	1,000	Ferrail	20 000,000	0,000	0,000	0,0%	Qté		
n° de prix marché du prix n°4	4	Intrinsèque du prix n° 4	1,000	Ferrail	20 000,000	0,000	0,000	0,0%	Qté		
n° de prix marché du prix n°5	5	Intrinsèque du prix n° 5	1,000	Ferrail	20 000,000	0,000	0,000	0,0%	Qté		
n° de prix marché du prix n°6	6	Intrinsèque du prix n° 6	1,000	Ferrail	20 000,000	0,000	0,000	0,0%	Qté		
n° de prix marché du prix n°7	7	Intrinsèque du prix n° 7	1,000	Ferrail	20 000,000	0,000	0,000	0,0%	Qté		
n° de prix marché du prix n°8	8	Intrinsèque du prix n° 8	50,000	Mètre linéaire	250,000	0,000	0,000	0,0%	Qté		
n° de prix marché du prix n°9	9	Intrinsèque du prix n° 9	500,000	Mètre carré	5,000	0,000	0,000	0,0%	Qté		
n° de prix marché du prix n°10	10	Intrinsèque du prix n° 10	500,000	Mètre carré	8,000	0,000	0,000	0,0%	Qté		
n° de prix marché du prix n°11	11	Intrinsèque du prix n° 11	500,000	Mètre carré	10,000	0,000	0,000	0,0%	Qté		
n° de prix marché du prix n°12	12	Intrinsèque du prix n° 12	1 000,000	Mètre carré	1,500	0,000	0,000	0,0%	Qté		
n° de prix marché du prix n°13	13	Intrinsèque du prix n° 13	1 000,000	Mètre carré	2,500	0,000	0,000	0,0%	Qté		
n° de prix marché du prix n°14	14	Intrinsèque du prix n° 14	300,000	Mètre cube	25,000	0,000	0,000	0,0%	Qté		
n° de prix marché du prix n°15	15	Intrinsèque du prix n° 15	500,000	Mètre cube	15,000	0,000	0,000	0,0%	Qté		
n° de prix marché du prix n°16	16	Intrinsèque du prix n° 16	3 000,000	Tonne	120,000	0,000	0,000	0,0%	Qté		
n° de prix marché du prix n°17	17	Intrinsèque du prix n° 17	3 000,000	Tonne	130,000	0,000	0,000	0,0%	Qté		
n° de prix marché du prix n°18	18	Intrinsèque du prix n° 18	1 500,000	Tonne	150,000	0,000	0,000	0,0%	Qté		

Répartition par fournisseur :

Fournisseur	Responsable sous-traitance	Aide sous-traitance	Part prévue HT	Montant alloué HT	Montant réalisé HT sur ce décompte	Montant de ventilation HT*	Montant TVA**	Informations complémentaires
CO-TRAITANT n°1 (Mandataire)			700 000,00					
CO-TRAITANT n°2			300 000,00					
CO-TRAITANT n°3			150 000,00					
Gour-traitant A			25 000,00					
Gour-traitant B			0,00					
Gour-traitant C			9 500,00					

\* Ne rien indiquer si calculé par MOE \*\* Indiquer "Autoliquidation" en cas d'autoliquidation

8

Le titulaire, représenté par ..... le ..... / ..... / .....  
A .....  
Signature

Signature

9

Reçu par la maîtrise d'œuvre le ..... / ..... / .....  
Vu et accepté ou modifié le ..... / ..... / .....  
Signature

3

1

2

4

5

11

12

13

6

7

10

représentant du titulaire (ou mandataire du groupement)

- Le contrôle du projet de décompte remis par le titulaire, et sa correction ou rejet éventuels, relèvent de la responsabilité du maître d'œuvre.

Tout défaut de renseignement du projet de décompte ou incohérence dans les informations renseignées annihile la possibilité pour l'acheteur d'établir l'état d'acompte correspondant.

En cas de marché à tranche, **il est remis un projet de décompte pour chaque tranche.**

**Les éléments ci-après détaillent, au regard de l'exemple type du projet de décompte produit en page 2, les informations à renseigner sur le dit projet de décompte « GEMME » vierge, ainsi que les contrôles de cohérence et vérifications à apporter.**

Toute incohérence correspondant à une situation définie dans le présent document entraîne son irrecevabilité.

	Donnée à renseigner	Information complémentaire / Contrôle vérification à apporter
1	<p>« Prestations effectuées au ..... »</p> <p>Renseigner la date de référence pour l'achèvement des prestations objet du projet décompte correspondant (usuellement le dernier jour <b>ouvré</b> du mois considéré -sauf dernier décompte du marché-)</p>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Le mois concerné constituera le mois « m » de référence pour le calcul de la variation des prix (y compris en cas de cumul de prestation réalisées sur des mois antérieures).</li><li>- Le maître d'œuvre vérifie par conséquent le caractère cohérent des prestations valorisée pour le mois avec les prestations exécutées pour éviter tout décalage dans l'index de variation appliqué aux prestations concernées.</li><li>- Pour un projet de décompte n° X, la date de réalisation des prestations ne peut en aucun cas être antérieure à celle des prestations objet du projet de décompte n° X-1.</li><li>- La date de réalisation des prestations ne peut en aucun cas être <b>postérieure</b> à la date d'achèvement théorique (délai du marché) des prestations objet du marché ou de la tranche concernée</li></ul>
2	<p>« Montant HT de la situation »</p> <p><b>DONNEE GENeree AUTOMATIQUEMENT – NE PAS MODIFIER</b></p> <p>Le montant HT de la situation est calculé automatiquement par l'alimentation des colonnes « Quantité mesurée du décompte » (4) et « quantité estimée cumulée » (5)</p>	<p><b>La valeur calculée par le fichier tableur ne doit en aucun cas être modifiée.</b></p> <p>Si le montant calculé ne correspond pas au montant de prestation calculé au moyen des document internes, les erreurs sont à rechercher dans les informations saisies dans le renseignement des « <b>Quantité mesurée du décompte</b> » (4) et « <b>Quantité estimée cumulée</b> » (5)</p>
3	<p>« Final : « Non / Oui »</p> <p>Si le projet de décompte constitue le projet de décompte final, basculer le champ de la cellule sur « Oui »</p>	<p>Par défaut, la cellule est renseignée « Non », indiquant que le projet de décompte ne constitue pas le projet de décompte final.</p>

4	<p>« <i>Quantité mesurée du décompte</i> »</p> <p>Pour chaque prix, il est renseigné la quantité exécutée et justifiée par constat depuis le précédent projet de décompte (c'est-à-dire pour le mois d'exécution concerné ou depuis le dernier projet de décompte).</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le fichier génère l'affichage automatique de 3 décimales pour une quantité saisie. Les quantités sont renseignées avec une précision d'<b>au plus 2 décimales</b>.</li> <li>- <b>Seuls les postes de prix effectivement concernés par la réalisation des prestations sont renseignés</b></li> <li>- Les quantités renseignées sont dûment justifiées par un constat produit à l'appui du projet de décompte. La quantité figurant sur le projet de décompte pour le prix concerné est identique à la quantité certifiée par constat.</li> <li>- La somme des « quantités mesurées du décompte » (4) et des « prestations mesurées antérieures » (11) est égale au cumul des prestations réalisées à la date d'établissement du projet de décompte.</li> </ul>
5	<p>« <i>Quantité estimée cumulée</i> »</p> <p>Pour chaque prix, il est renseigné la quantité exécutée et justifiée par constat depuis le précédent projet de décompte (c'est-à-dire pour le mois d'exécution concerné ou depuis le dernier projet de décompte).</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le recours à la valorisation de quantité estimée doit, autant que possible être limitée en volume est dans la temporalité.</li> <li>- <b>Lorsqu'une quantité « estimée » bascule en quantité « constatée » : la quantité estimée justifiée par constat est reportée dans la colonne « quantités mesurées du décompte » (4). <u>La colonne « Quantité estimée cumulée » est alors impérativement renseignée avec la valeur « 0 »</u> (ou est ajustée à la quantité « estimée » restante, c'est-à-dire la quantité estimée initiale diminuée des prestations constatées au titre du décompte).</b></li> <li>- L'attention est appelée sur le caractère <u>« cumulé »</u> de la quantité des prestations valorisées en « estimé » dans cette colonne, depuis les précédents projets de décompte. Les quantités « estimées » qui n'ont pas été justifiées depuis les précédent projet de décompte sont par conséquent maintenues d'un projet de décompte à l'autre.</li> </ul>
6	<p>« <i>Montant atteint HT</i> »</p> <p><b>DONNEE PRE-RENSEIGNEE – NE PAS MODIFIER</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le projet de décompte n° X rappelle le montant de prestations cumulé pour chaque co-traitant au stade du projet de décompte précédent n° X-1. Cette information permet la vérification du respect de la part prévue au contrat pour chaque co-traitant / sous-traitant.</li> </ul>
7	<p>« <i>Montant réalisé HT sur ce projet de décompte</i> »</p> <p>Il est renseigné la décomposition du « Montant HT de la situation » (2) entre les différents co-traitants et les sous-traitants</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La <b>somme des montant</b> indiqués pour les différents co-traitants et sous-traitants est <b>égale</b> au « Montant HT de la situation » (2)</li> <li>- S'il n'y a qu'un seul prestataire, le « Montant HT de la situation » est reporté pour le prestataire comme Montant réalisé HT sur ce projet de décompte.</li> <li>- La somme du « Montant atteint HT » et du « Montant réalisé HT sur ce projet de</li> </ul>

		décompte » ne peut <b>en aucun cas</b> dépasser la « Part prévue HT ». Le cas échéant, la situation de travaux doit être revue dans l'attente de la production de l'avenant augmentant le montant du marché, de l'avenant modifiant la répartition du montant des prestations entre les co-traitants, du DC4 modificatif ou du quitus
8	<i>Cadre de signature du titulaire</i>	Le titulaire précise : - l'identité de la personne ayant établi le projet de décompte - le lieu et la <b>date</b> d'établissement du projet de décompte Il procède à la signature du projet de décompte.
9	<i>Cadre de signature du maître d'œuvre</i>	Après contrôle (et correction éventuelle) du projet de décompte GEMME remis par l'entreprise, le Maître d'œuvre renseigne : - La date à laquelle l'entreprise lui a remis le projet de décompte renseigné (date de réception par ses soins). <b>Cette date constitue le point du départ du délai de paiement du Maître d'ouvrage.</b> - La date à laquelle il a validé (y.c. corrections éventuelles) le projet de décompte <b>Le délai écoulé entre la date de réception du projet de décompte par le Maître d'œuvre et sa date de validation (y.c. transmission au maître d'ouvrage) est conforme au délai prescrit par le délai du marché de maîtrise d'œuvre. Elle ne doit pas excéder 7 jours calendaires.</b> Le maître d'œuvre procède à la signature du projet de décompte. Il en assure alors la transmission au Maître d'ouvrage, en adressant copie à l'entreprise.
10	<b>« Part prévue HT » DONNEE PRE-RENSEIGNEE – NE PAS MODIFIER</b>	- La part prévue HT est fixée par les dispositions issues du contrat et/ou ses actes modificatifs. Pour les différents co-traitants, elle correspond au montant renseigné à l'acte d'engagement, diminué, le cas échéant, du montant des prestations sous-traitées. Pour les sous-traitants, elle correspond au montant de prestations sous-traitées établi dans l'acte de sous-traitance. - Toute modification de la part d'un co-traitant doit préalablement faire l'objet d'un avenant. Toute modification de la part d'un sous-traitant doit préalablement faire l'objet d'un DC4 modificatif, ou d'un quitus. - Le dépassement de la part prévue pour un des co-traitant ou sous-traitant (somme du « Montant atteint HT » et du « Montant réalisé HT sur ce projet de décompte »)

		entraîne l'irrecevabilité du projet de décompte
11	« Prestations mesurées antérieures » <b>DONNEE PRE-RENSEIGNEE – NE PAS MODIFIER</b>	Donnée indicative. Rappelle le montant cumulé de prestations constatées (mesurées) depuis l'origine du marché (sur la tranche concernée).
12	« Prestations estimées antérieures » <b>DONNEE PRE-RENSEIGNEE – NE PAS MODIFIER</b>	Donnée indicative. Rappelle le montant cumulé de prestations valorisée en « estimée » (et non encore constatées) depuis les précédents projets de décompte.
13	« Taux d'avancement » <b>DONNEE PRE-RENSEIGNEE – NE PAS MODIFIER</b>	Donnée indicative. Indiquer l'avancement du poste de prix (pour le cumul des quantités mesurées et estimées) par rapport à la <b>quantité prévue</b> tel que définie par le détail estimatif du marché. Un taux d'avancement supérieur à 100% traduit par conséquent le dépassement de la quantité initialement prévue au marché par le détail estimatif, et doit alerter sur le potentiel dépassement du montant du marché.

### **Pièces complémentaires à produire :**

Le projet de décompte dûment renseigné et signé, doit être impérativement être complété de :

- En cas de paiement à un sous-traitant : Attestation de paiement au sous-traitant
- En cas de groupement : Répartition du montant des prestations par co-traitant décomposées selon les index TP applicables, selon tableau type ci-après (Cette répartition par index TP est effectuée en application des index TP applicables aux prix concernés pour les prestations rémunérées, en application du CCAP) :

Co-traitant	Montant cumulé des <u>prestations</u> soumis à variation selon			Part totale du co-traitant (y.c. prestation sous-traitées)
	« Index A »	« Index B »	« Index C »	
Co-traitant 1 (mandataire)				
Co-traitant 2				
Co-traitant 3				

**L'absence de transmission de ces documents et informations en annexe au projet de décompte entraîne son irrecevabilité pour incomplétude.**

**La date de départ du délai de paiement prise en référence est alors corrigée à la date de réception de l'ensemble des pièces complémentaires par le maître d'œuvre.**

Le cas échéant, le maître d'œuvre appose, en bas du projet de décompte et à côté de sa signature, une mention précisant la date de réception des pièces complémentaires « *Les pièces nécessaires au traitement du projet de décompte à savoir – identification la pièce concernée - ont été réceptionnés le xx/xx/XXXX* »

Au stade du projet de décompte final, lorsque le montant cumulé versé au sous-traitant est inférieur au montant sous-traité déclaré à l'acte de sous-traitance (DC4) les attestations de paiement des sous-traitants sont complétées par des QUITUS.

Lorsque le montant cumulé à verser au sous-traitant est supérieur au montant sous-traité déclaré à l'acte de sous-traitance (DC4, un acte de sous-traitance modificatif est doit impérativement être établi préalablement.

#### **Contrôle et correction du projet de décompte GEMME remis par l'entreprise par le Maître d'œuvre.**

A réception du projet de décompte, le Maître d'œuvre procède à la vérification et à la validation du projet de décompte (ou à son rejet) dans le délai qui lui est imposé au titre de son marché de maîtrise d'œuvre. Ce délai ne doit pas excéder 7 jours calendaires.

- Lorsque le projet de décompte n'appelle pas de correction de la part du maître d'œuvre, il procède à la signature du projet de décompte et en assure la transmission au Maître d'ouvrage au plus vite, en adressant copie à l'entreprise, selon les modalités définies par le marché de maîtrise d'œuvre.
- Lorsque le projet de décompte appelle des corrections de la part du maître d'œuvre, ce dernier procède à la correction, par une couleur identifiable, des éléments requis : La mention initiale est barrée, et la donnée corrigée est indiquée par le maître d'œuvre. Il convient d'être vigilant dans la prise en compte complète des conséquences des corrections apportées au projet de décompte (La modification d'une quantité mesurée (4) ou d'une quantité estimée cumulée (5) renseignée par l'entreprise implique la correction du « Montant HT de la situation » (2), ainsi que la correction de la répartition de la somme entre les co-traitants « Montant réalisé HT sur ce projet de décompte » (7) )